

IMPORTATIONS DE VÉHICULES

Un quota de 15 000 véhicules par concessionnaire

Le gouvernement libère finalement les importations des véhicules bloquées depuis le 4 janvier. Le ministre du Commerce devait procéder hier matin à la signature des licences qui seront, dès aujourd'hui, sur les bureaux des Directions de wilaya de commerce et les concessionnaires peuvent en prendre connaissance. Un quota de 15 000 véhicules par concessionnaire a été fixé. Pour 2016, on prévoit d'importer des véhicules pour un chiffre qui ne va pas dépasser un milliard de dollars.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le directeur général du commerce extérieur au ministère du Commerce, Saïd Djellab, invité hier de la Chaîne 3, a dévoilé les conclusions des travaux du comité intersectoriel (commerce, industrie, finances, douanes) chargé des licences d'importation des véhicules dont les travaux ont pris fin samedi tard dans la soirée.

«Le travail a été finalisé sur le plan technique hier soir (samedi soir, Ndlr), les conclusions ont été, elles, finalisées jeudi soir avec le comité. Toutes les licences seront signées aujourd'hui par le ministre du commerce et à partir de demain (aujourd'hui, ndlr) les concessionnaires bénéficiaires peuvent récupérer leurs licences au niveau des Directions du commerce de wilaya», a indiqué Saïd Djellab. L'une des conclusions du comité en question est que le quota d'importation de chaque concessionnaire ne doit pas dépasser 15 000 véhicules annuellement. Pour les primo-importateurs (disposant

d'agrément sans jamais avoir importé de véhicules), un taux minimum d'importation leur a été fixé à 300 véhicules. Chaque bénéficiaire de licence doit obligatoirement respecter et la quantité fixée et la valeur plafond ainsi que les marques mentionnées dans l'agrément.

Les services des douanes et des banques auront des copies des licences en plus de l'agrément du concessionnaire, ce qui laisse peu de marge aux opérateurs qui importent des marques autres que celles qui figurent dans leur agrément, note le cadre du commerce. Le blocage des importations à la suite de l'institution, à la mi-2015, du système des quotas a fait gagner à l'Etat, selon Djellab, un montant avoisinant 2,5 milliards de dollars. Pour 2016, on prévoit d'importer des véhicules pour un chiffre qui ne va pas dépasser un milliard de dollars.

Il est à rappeler que suite à l'application du décret sur les licences, les véhicules font partie des pro-



Pour 2016, il est prévu d'importer des véhicules pour un chiffre qui ne dépasse pas un milliard de dollars

duits soumis à ces licences (à l'instar du ciment et du rond à béton, Ndlr). «Nous avons pris plus de deux mois pour l'examen des licences et durant lesquels celles portant sur le ciment et le rond à béton ont été finalisées, et déjà mises en œuvre.

Ce n'est qu'à cette suite qu'ont été examinées les licences pour les véhicules. Pour ceux-ci, la première condition exigée par le comité est que le concessionnaire soit agréé par le ministère de l'Industrie et des Mines. Second critère : s'assurer que les concessionnaires ne figurent pas sur le

fichier des fraudeurs», a expliqué l'invité de la radio qui précise que sur les 80 demandes de concessionnaires, une liste d'une quarantaine d'opérateurs agréés a été retenue et dont l'importation des véhicules est soumise à des licences.

A cet effet, il faut savoir que les véhicules soumis aux licences concernent les véhicules touristiques, les véhicules de transport de personnes et les véhicules de transport de marchandises. Les engins de travaux publics ne sont pas concernés par le système des licences. Aussi, les entreprises de

réalisation qui importent pour leur propre exploitation sont exemptes elles aussi des licences.

Les concessionnaires multimarques qui disposent d'un agrément sont éligibles au dispositif des licences des importations au même titre que les concessionnaires importateurs d'une seule marque, précise Saïd Djellab, dès lors que les importateurs de véhicules multimarques se conforment au cahier des charges.

Le comité d'examen intersectoriel a pris comme paramètres d'éligibilité au dispositif le fait que les concessionnaires disposent d'un agrément, qu'ils ne soient pas inscrits sur le fichier des fraudeurs, l'importance de l'assainissement du commerce extérieur et la rationalisation des importations en plus de l'encouragement de la substitution à l'importation.

Le comité a examiné minutieusement la situation fiscale de chaque opérateur en tenant compte de son niveau de contribution. Il a également pris en ligne de compte le paramètre lié à l'emploi et à l'investissement, le niveau d'investissement des concessionnaires et les intentions d'investissement ainsi que les emplois créés à leur suite.

Le nécessaire respect du cahier des charges a figuré aussi dans les paramètres pris en compte par le comité.

Y. D.

RECRUESCENCE DES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Alerte au sommet de l'État

Le phénomène des accidents de la route prend de l'ampleur en Algérie. Les chiffres avancés sont effrayants : pour la seule année 2015, 35 000 accidents de la route ont été enregistrés, causant la mort de 4 610 personnes et faisant 55 994 blessés. Hier, la sonnette d'alarme a été tirée à l'occasion de la tenue d'une journée d'étude sur l'analyse et l'évaluation économique du coût des accidents de la route en Algérie.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pas moins de cinq ministres, dont celui de l'Intérieur et des Transports, ont pris part à cette rencontre qui avait pour objectif de «mettre en place un conseil d'orientation stratégique de la politique nationale de la sécurité routière». Au-delà des différents discours prononcés en la circonstance, les chiffres avancés par les uns et les autres attestent de la gravité de la situation.

Pour le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Bedoui, «la situation est grave, d'où l'urgence de prendre des mesures appropriées et impliquer toutes les parties concernées».

Lors de son intervention, le premier responsable du département de l'intérieur et des collectivités locales affirme que les accidents de la route coûtent près de deux milliards de dollars au budget de l'Etat. Ainsi, pour la seule année 2014, la prise en charge était de 108 milliards de dinars et la Sécurité sociale avait fait face à une somme de 45 milliards de dinars.

Les statistiques rendues publiques lors de ce séminaire font ressortir un nombre assez élevé de personnes mortes à cause des accidents de la route lors du premier trimestre de l'année en cours. Ainsi, de janvier à mars de l'année

en cours, il a été enregistré 886 morts et 10 063 blessés pour 6 759 accidents enregistrés. Il n'en demeure que «même si le nombre en question a été revu à la baisse comparativement au premier trimestre de l'année écoulée, la situation reste préoccupante».

Selon un document remis en la circonstance, la vitesse, les dépassements dangereux, les manœuvres dangereuses, l'inatten-

tion du conducteur dans les agglomérations, le refus de la priorité, la conduite à gauche, le non-respect du code de la route, sont autant de facteurs à l'origine des accidents de la route en Algérie durant le premier trimestre de l'année en cours.

Pour la même période, soit de janvier à mars de l'année 2016, les wilayas d'El-Oued, de Sétif, de Batna, de Laghouat et de M'sila occupent la tête de peloton en nombre d'accidents enregistrés.

A l'est du pays, la même source indique que les wilayas de Souk-Ahras, d'El Tarf, ont enregistré peu d'accidents.

Toutefois, en nombre d'accidents enregistrés, la capitale arrive en tête avec 428 accidents, soit 6,33%, suivie par les wilayas de Biskra, de M'sila et de Sétif.

Par ailleurs, selon une étude rendue en cette occasion, il ressort que «le bilan sur les accidents de la route établi par les médias est souvent très négatif». «Il est vrai qu'il reste beaucoup de choses à faire et la lutte doit continuer. Mais nous pensons que les choses doivent être nuancées. Il y a des résultats encourageants et tangibles si l'on évalue les performances de notre système de sécurité routière», explique-t-on. D'après la même source, «l'insécurité routière aujourd'hui est, en gros, en train de revenir aux niveaux de l'insécurité des années 1985 (en termes de nombre d'accidents et nombre de tués) et se stabilise globalement à ce niveau. Mais, il faudrait avoir à l'esprit qu'aujourd'hui, nous avons une mobilité qui a explosé avec des

extensions urbaines sans précédent, des conurbations et des distances de déplacement qui s'allongent de jour en jour, une population qui a augmenté de plus de 50% et un parc de véhicules multiplié au moins par 3.

Enfin, on conclut en indiquant qu'une étude sur 17 pays, y compris l'Algérie, fait ressortir des pays à très haut risque (Classe 1) dont l'Egypte, l'Algérie et le Maroc, des pays à haut risque (Classe 2) soit l'Afrique du Sud, la Thaïlande, le Vietnam, des pays à risque moyen (Classe 3) Indonésie, Philippines et des pays à faible risque (Classe 4) où on trouve l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et le Canada.

A. B.

TRAFIC FERROVIAIRE

Les cheminots en grève

Encore une fois, les travailleurs de la SNTF (Société nationale des transports ferroviaires) ont entamé une grève hier sans aviser les citoyens. Ces derniers ont dû attendre pendant des heures au niveau des gares ferroviaires sans la moindre information pour, enfin, rebrousser chemin.

Des centaines de travailleurs qui prennent quotidiennement le train de la banlieue ont été contraints d'arriver en retard. D'autres, vu que la distance qui les sépare du lieu de leur travail est longue, et pour cause d'embouteillages, se sont carrément absentés. Ainsi, le principe du service public est complètement bafoué chez les travailleurs des plus

anciens syndicats. En plus des retards récurrents, les grèves sans préavis demeurent le plus grand désagrément pour les clients de la SNTF. Pas d'affichage, ni de communiqués dans les médias, encore moins d'information auprès des préposés aux guichets au niveau de chaque station. Cela intervient au moment où la SNTF annonce la modernisation de ce secteur. La

Société des transports ferroviaires a tellement de fois habitude ses clients à ces épisodes de grèves et d'arrêts de travail, avec des scénarios répétitifs : grève inopinée, négociations, communiqués de presse de la part de l'administration annonçant un règlement à l'amiable du conflit, pour revenir à la grève quelques mois après en reposant les mêmes problèmes (statut, salaire, manque de sécurité, ...). Nous avons tenté, sans succès, de joindre le DG de la SNTF pour plus d'éclaircissements sur la nature des revendications soulevées cette fois-ci. Le dernier mouvement de grève des cheminots remonte au mois de

décembre dernier, lorsque le trafic ferroviaire de banlieue et interrégional avait été complètement gelé pendant près d'une semaine par un mouvement de grève inopinée. Les conducteurs de train ont protesté suite au décès d'un conducteur de train dans la région d'Akbou à un passage à niveau non surveillé.

Le DG de la SNTF reconnaît que les passages à niveau non gardés soumis à la réglementation du code de la route sont le point faible de la société. Le trafic a repris avec la promesse de la SNTF de prendre en charge cette problématique des passages à niveau.

Y. D.